



COMITE DE DEFENSE ET FÊTES DES QUARTIERS DU MONTEIL
13, rue Henry Frugès- 33600 PESSAC
Tél : 06 32 19 16 39

**CREATION D'UN CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIVE SUR LE
QUARTIER DU MONTEIL**
**COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE DU 18 FEVRIER AUPRES DE LA PREFETE DE
LA GIRONDE**

Nous avons été reçus le 18 février 2022 à 10h30 en audience par la préfète.

Pour la préfecture :

- Mme la Préfète, Fabienne Buccio
- Mr le Préfet délégué à la sécurité, Martin Guespereau
- Deux techniciens en charge du dossier

Pour la Mairie de Pessac :

- Mr Raynal le maire
- Mme Jacob Neuville la maire adjoint de secteur
- Mr Leroy Cabinet du maire.

Pour le comité de quartier du Monteil :

- Mr Juzan président des quartiers du Monteil

Pour le secteur de Monbalon :

- Mr Laporte Michel président ASL Monbalon
- Mr Laborde Clausel Xavier habitant de Monbalon (pré-senti pour diriger le collectif de riverains)

Pour le secteur Madran :

- Mme Perreaud présidente ASL de Madran
- Mr Vedrenne vice président des quartiers du Monteil

Tour de table pour présenter les intervenants.

Mr le maire :

Remercie la Préfète pour cette audience et la rapidité avec laquelle elle a lieu, il souhaite retranscrire les craintes des habitants, justifiées ou injustifiées.

Mr Juzan :

Ce projet date de 2019 et a été affiné sur la région bordelaise en 2020 et aucune communication n'a été réalisée en direction des habitants de nos quartiers. Nous pouvons considérer dans une période où on parle beaucoup de démocratie participative que celle-ci n'a pas été d'actualité. Aujourd'hui nous pouvons constater de la part des habitants une grande mobilisation mais surtout une grande tristesse de la manière dont ils sont considérés.

À ce jour ce sont beaucoup d'interrogations :

La mobilisation est très forte sur ce secteur et les 2 terrains où vont être construits le CRA (bâtiment administratif et zone de rétention) ainsi qu'une annexe du tribunal judiciaire de Bordeaux ainsi que le deuxième terrain, situé de l'autre côté de l'avenue du Bourgaillh, qui va servir à la création d'un parking de 120 places pour le personnel, ce ne sont surtout pas des terrains vagues, pour le premier c'est un terrain de jeu pour les habitants de Monbalon pour le second c'est un espace boisé avec une zone de convivialité avec bancs et aire de jeu.

Pour le comité des quartiers nous pouvons évoquer différents types de nuisances :

- tout d'abord la destruction d'un environnement agréable pour les riverains à savoir à l'emplacement du parking et la destruction d'un espace boisé. Sur l'emplacement du CRA la destruction d'un espace de jeu.
- la dévaluation des biens (voir infra), du caractère extraordinaire de sa localisation qui est simplement du jamais vu en France.
- Sur l'impact sur la valorisation des biens, si l'on met de côté les fantasmes et préjugés sur ces CRA, on peut quand même estimer que l'impact sera réel.
- Pour avoir échangé avec plusieurs professionnels du secteur, et avec toute la prudence considérant le niveau de connaissance du projet, on peut estimer que les habitations à proximité immédiate vont connaître une sérieuse dévaluation, qu'il est difficile d'estimer mais qui se chiffrera à plusieurs dizaines de points de pourcentage.
- On peut penser que si l'on prend la rue Cicéron, l'allée Pénélope, qui sont en vis-à-vis immédiat, on est déjà à une quarantaine de maisons impactées. Plus de 400 habitations sur le quartier de Monbalon 1.
- La question de la sécurisation, de l'accessibilité à ce centre.
- La disparition d'une piste cyclable longeant la rocade et permettant aux habitants de prendre le passage supérieur.
- La proximité de ces deux espaces qui ne seront pas attenants fait que cela va créer un certain nombre de dangers pour les fonctionnaires qui devront traverser la route pour se déplacer du parking au CRA qui se trouve de l'autre côté de l'avenue du Bourgaillh.

Le projet ne causera pas de nuisances !

Aucun des quatre nouveaux projets ne se situe en zone pavillonnaire. A Lyon Saint Exupéry et sur la commune de Mesnil-Amelot, les projets se situent sur la zone aéroportuaire. Sur Olivet, une résidence étudiante uniquement à proximité.

Nous comprenons que les conditions du CRA actuel ne sont acceptables.

Mais peut-on faire croire aux habitants qu'il n'y aura pas de nuisances associés à la création d'un lieu de privation de libertés retenant 140 personnes, accueillant un personnel de police important, les personnes nécessaires à la restauration, à l'entretien, à l'administration, une annexe du Tribunal judiciaire, un parking de 130 places. Quid des reconduites à la frontière engendrant du trafic, peut-on penser vu la congestion sur cette zone qu'il n'y aura pas d'usage de sirènes ? Seule la réalité nous le dira. Permettez-nous d'être très sceptiques.

Notre souci Madame la préfète en vous rencontrant est d'essayer de trouver une solution alternative à ce lieu géographique.

Peut-on raisonnablement penser que l'Etat ne dispose pas de terrain à proximité de l'aéroport, la présence de la BA 106 par exemple puisque vous indiquez qu'il n'y aura pas de nuisances. On est même encore plus proche de l'aéroport.

Ne peut-on pas raisonnablement penser que Pessac soit la seule commune de France à disposer d'un CRA dans un tel endroit, qui ne soit pas adosser à un commissariat (Palaiseau, Coquelles, Marseille à la Direction zonal de la police aux frontières, Plaisir, Rouen...), une zone aéroportuaire (Mesnil Amelot, Lyon, Rennes, Perpignan, Lille...), ou pour les rares exemples, loin des zones denses d'habitation (Olivet, Nimes et encore sur la zone de l'école de Police).

Réponses de Mme la Préfète :

La surprise de la création de ce centre n'est pas justifiée, car un article indiquait la création d'un CRA sur la sortie 13 en 2019.

Le tour de tous les possibles a été fait pour trouver sur la Métropole tous les terrains appartenant à l'Etat.

Les obligations administratives de construction de ce type de bâtiment, les contraintes environnementales en matière de zone inondable, ou de zone de biodiversité, ont fait remonter que les seuls terrains qui correspondaient à tous ces critères sont ceux de la sortie 13.

Le terrain sous le pont d'aquitaine était bon, mais il est en zone inondable donc pas possible.

Si rien n'était secret puisque les appels d'offres ont été publiés en 2021, l'Etat n'avait pas prévu de communiquer sans avoir de projet à montrer. Une réunion était prévue fin juin 2022 à cet effet.

Monsieur le maire indique qu'il existe nouvellement disponible un terrain sur le Bioparc, il argumente toutes les possibilités, pour rendre ce lieu acceptable. Il souhaite qu'on aille au bout de l'étude en tenant compte de la décision prise en janvier 2022 concernant l'étude environnementale sur le projet Bordeaux Inno campus. Il existe une délibération du conseil de la métropole du 28 janvier 2022 qui autorise les projets de construction. En outre, nous avons appris le 1^{er} février que le projet d'ETI initialement prévu sur le Bioparc est finalement localisé sur un autre lieu ce qui libère l'emprise pour un éventuel CRA.

De même il indique que l'engagement a été pris par RTE début 2022 concernant l'enterrement de la ligne haute tension d'ici 2026. La question de la 2^e sortie sur le cimetière reste à être regardée.

Mme la Préfète demande que soit étudié le terrain du Bioparc, le technicien indique que ce n'est pas possible car il n'y a pas de double sorties, dans ce cas les sorties sont sur la même route, ce qui n'est pas acceptable. De plus une proximité du cimetière, et la ligne haute tension est source de refus car les distances sont peu importantes.

Donc la seule possibilité serait bien celle de la sortie 13... Les études sont en cours avec la municipalité de Pessac et la Métropole depuis 2020. L'Etat qui avait confié la gestion de la zone à la ville de Pessac, l'a reprise en 2021 afin que l'Etat retrouve la pleine jouissance de ces terrains qui ont toujours été sa propriété.

Il faut une liaison vers l'aéroport, une autre vers le centre ville, une proximité avec les transports publics.

Monsieur le Maire ne comprend pas car dans le projet actuel les deux sorties sont toutes les deux sur l'avenue du Bourgaillh, à 300 m de distance comme ce serait le cas au Bio parc.

Sur ce dossier concernant le Bioparc rien n'y aussi oppose, il peut y avoir 1 accès direct par la VDO (avenue François Mitterrand), et nous trouvons différents accès de desserte de l'aéroport soit par la rocade soit par une voie parallèle. En outre, et c'est capital, il ne se trouve aucun riverain immédiat dans cette zone

Le technicien de la préfecture indique que la deuxième sortie du projet à Pessac est sur la rue Cicéron, même si celle-ci sort effectivement sur l'avenue du Bourgaillh.

Mme la Préfète indique que le temps de séjour (d'après la police aux frontières) est en moyenne de 12 jours, au maximum de 30 jours, et exceptionnellement de 90 jours, beaucoup d'étrangers ne passent qu'une seule journée dans le centre.

Si la détention est supérieure à 1 jour, il faut en passer par la décision d'un juge des libertés, c'est pour cette raison qu'une annexe du tribunal est construite sur le site et séparée du CRA avec son entrée par la rue Cicéron, il n'y aura pas beaucoup de magistrats (un ou deux).

Le bâtiment respectera la charte paysagère, et un type d'entrée de ville.

Mr Juzan a un doute pour le respect d'entrée de ville et la charte paysagère de Pessac.

Dans tous les cas il souhaite qu'un référé préventif soit pris par le tribunal afin que celui-ci désigne 1 expert judiciaire qui pourra contrôler l'état de l'habitat avant et après le chantier. Il signale que les habitants de la rue Cicéron ont subi des sinistres lors de la construction de la 3^e voie sur la rocade qu'il a fallu l'intervention du comité de quartier afin de régler les conséquences de ces nuisances.

Mr Michel Laporte : signale les dégâts, fissures etc... qui s'étaient passés lors des travaux de la rocade, et il indique qu'il n'est pas du tout convaincu de la réponse du « technicien » qui nous parle de micro pieu, de nettoyage des pneus des camions !, Surtout quand lors des travaux de rocade on a pu constater à cette époque les dégâts occasionnés sur les trottoirs.

De même il précise que les techniciens de la préfecture sont resté très évasif concernant l'entrée rue Cicéron où qui se situera dans le virage!!

Concernant le rejet du projet avant de nouvelles études, il indique que *pour* 3 tritons ou chouettes ou renards on va pourrir la vie de milliers de personnes !

Pour la Préfecture : Le bâtiment sera comparable à un hôtel, avec le côté administratif du côté des habitations, sur les autres côtés les pièces d'habitations pour les migrants, le bâtiment sera d'un niveau R+2.

Ce bâtiment sera une boucle fermée donc il n'y aura pas barbelées car c'est le ciel du bâtiment qui sera grillagé.(donc non visible).Sur le modèle du site « OLIVET »

L'entrée sortie principale sera après l'arrêt de bus avant l'entrée de la rocade.

Mr Vedrenne demande à ce que les pistes cyclables et voies piétonnes en direction de la passerelle soient conservées.

Mme Perreaud indique l'étroitesse des la rue Jacquemet, où il est difficile de se croiser, suivant les heures il est impossible de sortir de cette rue avec le flot continu de véhicules qui sortent de la rocade pour aller en direction du centre de Pessac avec la flèche autorisant le tourne à droite.

Mme la Préfète indique que ce sera le cas, et que dès que l'architecte sera sélectionné, il sera possible d'avoir deux référents un de chaque quartier pour suivre les propositions du projet.

Les études de sol et environnementales ont été réalisées, Le marché public a été lancé en mai 2021 (groupement d'entreprises pour un marché global de construction et de fonctionnement).

Il nous a été remis ce jour une copie du cahier des charges du dossier de consultation.

Monsieur le Maire a soulevé le problème du changement de destination d'un lieu et s'étonne que dans ce cadre il n'y a pas eu d'enquête publique.

Mme la Préfète demande qu'il ne soit pas transmis de fausses informations, il n'y à pas besoin d'enquête publique, car le site est à ce jour pour le bien des populations et le devenir est aussi en destination des populations, donc pas de changement de destination...

Le site ne travaille pas dans l'urgence, donc pas de gyrophares ni de sirènes...

Les populations dans ce site ne sont pas enfermées, mais retenues le temps des contrôles, donc pas de gênes pour le voisinage.

Voir avec l'architecte, mais pour des raisons de quiétude il sera par exemple préférable des micro-pieux au lieu de pale planche pour les fondations, c'est moins bruyant, les roues des véhicules peuvent être lavées afin d'éviter de salir la chaussée si le sol est boueux...

La demande de faire un référé préventif dans les habitations du secteur, après quelques hésitations est retenue afin de protéger d'une part les entreprises intervenantes et les habitants sur de possibles dégradations des biens.

Pour la Préfecture : il n'est pas nécessaire d'effectuer une enquête publique pour des terrains qui appartiennent à l'État.

Le planning des travaux est celui-ci :

- Jury de sélection des groupements en Mai 2022
- Étude des offres juin/juillet 2022
- Dépôt du permis de construire en mairie en septembre 2022 (Le maire peut émettre un avis sur cette demande de permis, il sera étudié, il n'est que consultatif)
- Fin des travaux prévus pour fin 2023 début 2024

Monsieur le Maire demande à nouveau à Mme la préfète que la solution alternative qui a obtenu le soutien de M.Anziani, Maire de Mérignac et président de Bordeaux Métropole, propriétaire du Bioparc soit examinée avec « bienveillance » par les services de l'Etat.

Madame la Préfète confirme que, même si cette implantation ne semble pas convenir pour des raisons réglementaires, elle sera étudiée avec « honnêteté » et fera l'objet d'une réponse officielle à la note que le Maire de Pessac a transmise pour appuyer cette alternative.

Monsieur Juzan rappelle que les 21 février une réunion publique est organisée sur la ville de Pessac et qu'aujourd'hui la mobilisation est très forte afin de s'opposer à l'implantation de ce centre de rétention administrative sur ce secteur géographique.
Le sentiment est qu'on ne peut pas s'opposer, on ne peut qu'accepter !!! Ce sera difficile pour les zones d'habitations concernées.

Remerciements à tous les intervenants.

Fin de la réunion 12h45